



L'inquiétante étrangeté en histoire, Sur l'usage des *foibe* dans l'Italie contemporaine

Luisa Accati©
accati@units.it
Renate Cogoy©
rcogoy@alice.it
Marta Verginella©
martaverginella@tiscali.it

Nous avons entamé, par un travail collectif, une réflexion autour des *foibe*, ces massacres perpétrés dans une région de frontière entre l'Italie, la Slovénie et la Croatie entre septembre 1943 et mai 1945. On y tua de 1500 à 2000 personnes. C'est en l'honneur de ces victimes que l'Italie célèbre tous les ans la *Giornata del ricordo* – Journée du souvenir. Nous nous sommes demandés pourquoi des épisodes de violence éclatés en marge de la Péninsule et liés aux événements d'un territoire multiethnique étaient devenus l'enjeu d'un usage fortement politique de l'histoire.

Les événements historiques au cœur du débat

Les massacres de guerre que nous avons analysés sont communément associés aux *foibe*, terme qui indique des formations géologiques karstiques, caractérisées par des cavités profondes, ramifiées et inaccessibles. Ces gouffres, très nombreux dans le Karst italien, slovène et istrien, ont été utilisés comme lieu d'exécution et fosses communes.

On appelle donc *foibe* les exterminations qui ont commencé à l'automne 1943 en Istrie (Pupo et Spazzali, 2003, Cernigoi, 2005, Scotti 2005). Appartenant jusqu'en 1918 à l'Empire austro-hongrois, État multiethnique, l'Istrie, le Quarnaro et quelques îles dalmates ont été annexés au Royaume d'Italie après la Première guerre mondiale. En revanche, la Dalmatie et le Monténégro vont faire partie du nouveau Royaume de Yougoslavie. Ce partage de l'ancien Empire des Habsbourg a provoqué un premier flux migratoire sur la base de l'appartenance ethnique : nombre d'Italiens quittèrent l'État yougoslave pour s'établir dans la Péninsule italienne, alors que des Slovènes et des Croates prirent le chemin inverse.

Après la Première guerre mondiale, d'après le recensement de la population de 1921, 42% environ des habitants des localités côtières les plus riches se déclarait comme étant italiens, contre 58% d'individus de langue et d'appartenance slovène et croate. L'intégration de ce territoire au Royaume d'Italie a donné lieu à une tentative massive et violente d'italianisation de la population istrienne que l'avènement du fascisme radicalisa. À une campagne intense promouvant l'installation d'Italiens en Istrie s'ajoutent la destruction des structures culturelles et sociales slovènes et croates, la fermeture des écoles et l'italianisation des noms. C'est à la

fin des années 1920, lorsqu'on interdit l'usage public des langues slovène et croate, que ces mesures atteignent leur paroxysme. Cette politique visait l'asservissement définitif de la culture slave.

Cette stratégie s'intensifie avec l'entrée en guerre. Raciste à l'égard de la population non italienne, le fascisme réprime également toute opposition politique. En 1941, la Croatie et le Monténégro deviennent des protectorats italiens, tandis que la Dalmatie et la province de Ljubljana sont incorporées aux territoires italiens. Afin de combattre l'opposition politique et le mouvement de résistance de plus en plus important, on étend l'activité du Tribunal spécial pour la défense de l'État à la province de Ljubljana et on met en place des camps de prisonniers et d'internement de la population civile. Entre 1941 et 1943, dans les territoires annexés, 13 mille personnes environ sont condamnées par ce Tribunal. Seulement dans la province de Ljubljana, on exécute 2,6% de la population et on en déporte 10% environ. Environ 30 mille civils de nationalité slave ont été internés dans différents *lager*, dont le camp de concentration le plus tristement célèbre installé dans l'île de Rab (Arbe). Il s'agissait souvent de familles entières, dont les femmes et les enfants furent frappés par un très haut taux de mortalité (Scotti, 2005, p. 42).

Dès le 8 septembre 1943, date de la chute du régime fasciste, la plupart des troupes italiennes se retirent des territoires annexés. Jusqu'à l'arrivée de l'armée allemande (octobre 1943), on assiste donc à une période de vide du pouvoir. Puis, jusqu'en avril 1945, avec le soutien des unités militaires fascistes de la République de Salò, les forces d'occupation allemandes y gouvernent, en ayant recours à la répression et à la terreur contre la population. Là où on soupçonne la présence de résistants et d'opposants, on extermine les civils. En octobre 1943, on tue 5 mille civils istriens et on brûle de nombreux villages (Scotti, 2005, p. 15).

Pendant la « libération » – ce laps de temps très bref de septembre 1943 –, on assiste à une première vague de tueries, appelées *foibe* istriennes. Au cours du retrait chaotique des troupes italiennes et d'une partie de l'appareil administratif fasciste, les partisans slovènes, croates et italiens ont cherché à occuper les territoires restés libres et à s'armer contre l'avancée allemande. En même temps, la population slovène et croate des campagnes donne libre cours à toute la colère accumulée au cours des années de présence italienne. C'est ainsi que les Italiens, membres de l'appareil administratif fasciste en Istrie, collaborateurs présumés du régime, mais aussi simples civils (cela s'applique également à des Slovènes et à des Croates), sont arrêtés aussi bien par les groupes des résistants que par les paysans. Une partie est tuée et jetée dans les *foibe* de l'Istrie. D'après les documents à disposition, on estime entre 350 et 400 morts.

Une deuxième vague de violence conduisant toujours aux *foibe* se déchaîne à Trieste et dans la Vénétie-Julienne dès la fin de la guerre : le 25 avril en Italie et le 1^{er} mai à Trieste et à Gorizia. Ville de l'empire des Habsbourg jusqu'en 1918, puis ville italienne, Trieste compte une importante communauté slovène qui, dans l'arrière pays karstique, constitue la population majoritaire. De même qu'en Istrie, à Trieste et dans la Vénétie-Julienne, le fascisme priva la communauté slovène des droits reconnus par le gouvernement de Vienne. Les écoles, les sièges des journaux et des associations culturelles furent fermés ou même détruits ; les noms furent italianisés et l'usage de la langue slave fut interdit. Après le 8 septembre, lorsque Trieste et son arrière-pays subirent l'occupation allemande et furent incorporés au Troisième Reich en tant que « Littoral adriatique », la situation empira. Jusqu'à la Libération – le 1^{er} mai

1945 – par l’armée yougoslave de Tito, Trieste était sous l’emprise de la terreur exercée par les Allemands et leurs collaborateurs fascistes. Il faut rappeler que dans cette ville se trouvait la Risiera di San Sabba, le seul camp d’extermination érigé en territoire italien.

Au cours de ces deux ans, s’organisa un mouvement de résistance à la double orientation, ce qui aura une grande importance dans le cadre des événements tragiques survenus à la fin de la guerre. Ce mouvement était constitué dans une moindre partie de groupes antifascistes luttant pour libérer l’Italie du nazi-fascisme. La mobilisation la plus massive était en revanche liée au parti communiste : elle voulait la réunification du mouvement de résistance à l’armée des partisans yougoslaves dirigés par Tito, dont l’objectif était de rattacher à un État socialiste libre les territoires que l’Italie avait annexés en 1920, à la suite du Traité de Rapallo.

L’arrivée de troupes de Tito à Trieste et dans une partie de la Vénétie-Julienne (à Gorizia, par exemple) était amplement soutenue par la population slovène. Dès le 9 juin 1945, date à laquelle Trieste et Gorizia sont rendues aux alliés, l’armée yougoslave se retire et la Vénétie-Julienne est divisée en deux zones d’occupation : la zone A (Vénétie-Julienne et Trieste) passe sous l’administration anglo-américaine, tandis que la zone B, le littoral slovène et une petite partie de l’Istrie, demeure sous l’influence yougoslave.

De 1945 à 1956, la définition de la frontière, d’abord provisoire puis définitive, a provoqué un considérable flux migratoire de la population italienne provenant de l’Istrie et de la Dalmatie, dont seule une minorité resta en Slovénie et en Croatie, où aujourd’hui encore elle est reconnue comme telle. D’après les données, on y compte entre 200 et 350 mille émigrés. Mais des milliers de Slovènes et de Croates, menacés de persécution en tant qu’opposants aux changements révolutionnaires, abandonnèrent aussi leur pays dans l’immédiat après-guerre.

La période de l’occupation yougoslave de Trieste et de ses environs est restée gravée dans la mémoire collective italienne comme celle des « quarante jours épouvantables ». Voulant s’assurer le contrôle de la zone libérée, Tito, qui peut compter sur l’appui d’une partie des partisans communistes italiens, procède à des arrestations et à des exécutions. De nombreux membres des forces de Police et de la Garde des Finances ont été déportés dans des camps comme prisonniers de guerre, ainsi que des fascistes et des collaborateurs du régime nazi ; des civils, des résistants non-communistes et les membres de la minorité slovène dont on soupçonnait qu’ils entraveraient l’annexion à la Yougoslave subirent le même sort. On perpétra des massacres contre la population civile et on jeta les cadavres dans les *foibe* des alentours de Trieste et de Gorizia. Les sources historiques parlent d’un chiffre approximatif de 500 à 1500 morts disparus dans ces cavités.

L’interprétation médiatico-politique

La Slovénie devient un État membre de l’Union Européenne le 1^{er} mai 2004. Quelques mois plus tard, le Parlement italien déclare que le 10 février sera célébré comme la journée nationale de la commémoration des victimes disparues dans les *foibe* et de l’exode des Italiens de l’Istrie et de la Dalmatie.

Peu de jours avant la célébration de la première « Journée du souvenir » à la date décidée par le Parlement (sans les voix des partis *Comunisti italiani* et *Rifondazione comunista*), la RAI diffuse *Il cuore nel pozzo* (Le cœur dans le puits), film regardé par 10 millions de téléspectateurs. Ce choix de programme a pour but de faire connaître aux Italiens une

« tragédie niée », « l'atroce tuerie de 10, 15, 20 mille compatriotes (ces chiffres sont avancés par les média nationaux), victimes de la violence des partisans et du projet de 'slavisation' des territoires de l'Istrie ». Dans une interview accordée au quotidien *La Stampa*, en avril 2002, Maurizio Gasparri, député d'*Alleanza Nazionale* (le parti post-fasciste) et Ministre des télécommunications de 2002 à 2006, avait annoncé la teneur de ce projet lorsqu'il affirme : « Si nous réalisons un documentaire, où l'on pourrait voir même l'exhumation des os, nous ne provoquerons qu'un rejet. J'estime qu'une *fiction* racontant l'histoire d'une de ces malheureuses familles serait plus efficace. Ce sont de grandes tragédies. Comme celle de l'Holocauste ou d'Anne Frank » (*La Stampa*, 18 avril 2002).

Le récit de ce film, écrit pour la télévision italienne par Massimo Simone de Rita avec la supervision historique de Giuseppe Sabattucci, commence en Istrie en avril 1945, après le retrait de l'armée allemande et l'arrivée d'un groupe de partisans de Tito. Un commandant « slave » prénommé Novak est leur chef : il veut retrouver à tout prix Carlo, le fils qu'il a eu, six ans auparavant, de Giulia, une jeune femme italienne. Cet enfant étant le fruit d'un viol, Giulia, pour l'éloigner de Novak, le cache dans un orphelinat dirigé par un curé, don Bruno. Craignant pour la vie du petit Carlo, ce prêtre le confie, sans en révéler l'identité, à un couple d'Italiens aisés – un médecin et une professeure de musique –, parents de Francesco, l'autre enfant protagoniste de l'histoire. C'est ce dernier qui raconte l'histoire en voix *off*.

Ce couple est arrêté et transporté, avec d'autres civils italiens, dans un camion qui le conduit hors de la ville. Là, ils sont tous tués et jetés dans une *foiba*. Échappés à la rafle, Carlo et Francesco doivent leur vie à Ettore, un ancien-soldat italien qui les ramène à l'orphelinat, où travaille sa fiancée Anja. Mais face au commandant Novak qui, avec ses hommes sans scrupules, veut gagner sa guerre privée, l'orphelinat n'est plus un lieu sûr. Lorsque Novak y fait irruption et prend en otage le prêtre, Anja et la plupart des enfants, Francesco et Carlo ne sont plus là. Hors de lui, le commandant slave se lance à la poursuite des enfants et, les ayant repérés, propose un échange : la liberté de tous contre son fils. Cet échange est empêché par Walter, le résistant italien qui paie ce geste de sa vie. C'est alors que Francesco découvre que Carlo est le fils de Novak, l'homme qui a tué ses parents. Déçu et en colère, il considère Carlo comme le responsable de ses malheurs. Toutefois, l'affection qu'il éprouve pour lui l'emporte et les deux enfants sont unis par ce destin de fuite. Avant la fin de l'histoire, on assiste à la mort de don Bruno. Ainsi, ce sont Ettore et Anja qui se chargent de sauver Carlo et Francesco. Les dernières images les montrent au milieu de la masse des réfugiés istriens et dalmates marchant vers la mer, à travers les montagnes occupées par les hommes de Tito. Un pyroscaphe les attend pour les amener en Italie.

Ce récit est construit sur des dichotomies évidentes : tous les partisans sont « slaves » et « méchants », tous les civils sont italiens et « gentils ». La seule exception est Anja, la bonne de don Bruno, laquelle par amour et par choix éthique décide de rester du côté des gentils, autrement dit des Italiens. Mais c'est à très cher prix qu'elle payera l'aide offerte au prêtre et aux enfants ainsi que sa relation amoureuse : capturée par les partisans slaves, elle sera violée par le cruel Boštjan, l'homme le plus fidèle à Novak. Le seul soldat italien qu'on voit dans la première partie du film est un pacifiste qui, en pleurs, jette son fusil, s'opposant ainsi à la poursuite de la guerre. Dans la dernière partie, celui-ci décidera de reprendre les armes après que Francesco, l'ayant traité de lâche et de traître, demande qu'on venge ses parents disparus dans la *foiba*. La révolte armée d'Ettore, entouré d'autres soldats italiens surgis de nulle part,

se termine par la mort de Novak. Appelés « titistes » dans le film, les partisans slaves sont représentés comme une bande d'hommes dépourvus de tout scrupule, comme des ivrognes, des voleurs de terres, des assassins et des violeurs, que seule la haine contre les Italiens anime.

Ce qui frappe dans une histoire se déroulant pourtant dans un contexte chronologique bien précis – avril 1945 –, celui de la chute de Mussolini et de l'armistice de l'Italie, est l'absence de toute référence à l'occupant allemand et à l'activité des unités fascistes aux ordres de la République sociale italienne. Il faut savoir qu'après la proclamation de l'armistice (15 septembre 1943) toute la Vénétie-Julienne, Istrie comprise, fut occupée par l'armée allemande. Les représailles, les fusillades et les déportations accomplies par les soldats allemands avec leurs collaborateurs fascistes sont passées sous silence. En raison de ces oublis et de ces ambiguïtés, l'histoire du *Cuore nel pozzo* est conçue comme un récit sur la persécution perpétrée par les partisans de Tito, usurpateurs de la terre italienne, contre la population civile inerte de la Vénétie- Julienne. Et ce n'est pas par hasard si la femme violée par le sanguinaire Novak s'appelle Giulia, car elle symbolise la terre violée et usurpée par les Slaves. Malgré les affirmations maintes fois répétées de vouloir « faire référence à des événements bien précis », les auteurs du film parviennent à une incroyable décontextualisation historique du récit. En effet, ils font de la présence de l'armée allemande, montrée en déroute dans les premiers plans, un élément marginal et omettent complètement le collaborationnisme fasciste opérant en Istrie jusqu'au début de mai 1945, ainsi que l'existence d'une population civile croate et slovène vivant en Istrie à côté des civils italiens. On entend des dialogues et des descriptions tels que : « la guerre était finie avec la défaite allemande ; sont arrivés alors les titistes qui ont pris tout le monde, vieux, femmes et enfants », ou bien « plus de 300 000 Italiens s'enfuirent et des milliers et milliers de personnes sont passées dans le puits ». Ainsi, ces informations partielles, unies aux attributs et aux actes associés aux partisans slaves – les bottes en cuirs, les bergers allemands, les rafles, l'organisation des convois de civils –, tendent-elles à les représenter de la même manière que la cinématographie sur la Seconde guerre mondiale représentait les troupes allemandes. Il s'agit de transpositions historiquement invraisemblables.

Une allusion, même rapide, à l'occupation nazi-fasciste aurait rendu impossible la manipulation politique et idéologique de la mémoire des *foibe* et en aurait empêché une reconstitution fondée sur le modèle de la mémoire de la Shoah, au cœur de laquelle il y a le récit de l'extermination de victimes innocentes. Sinon comment dix millions de téléspectateurs italiens, ignares de l'enchevêtrement très complexe entre politique, nation et histoire dans le passé récent de la région frontalière entre la Slovénie et l'Italie, auraient pu croire à l'histoire des « méchants » communistes slaves et des « gentils » Italiens racontée dans les deux épisodes de *Il cuore nel pozzo* ? Dans cette opération médiatique politiquement pilotée la tentative de transformer radicalement les références sociales de la mémoire collective est évidente.

Les instruments utiles pour l'interprétation médiatique

Le caractère traumatique des événements relatifs aux *foibe* et la réception irrationnelle et idéologique des faits demandaient non seulement une interprétation historique, mais aussi une

analyse de la dynamique inconsciente inhérente au récit.

En 1932, Max Horkheimer donnait à la psychologie le statut de « science subsidiaire » de l'histoire. L'irrationalité des processus historiques et sociaux nécessite, selon le philosophe allemand, un grille interprétative qui dépasse un point de vue purement historiographique : moins l'agir est motivé par la connaissance de la réalité, ou plutôt, plus il contredit cette même connaissance, plus il est nécessaire de découvrir, au niveau psychologique, les puissances irrationnelles qui déterminent de manière coercitive les personnes (Horkheimer, 1932, p. 59).

Nous avons ainsi identifié un certain nombre d'outils d'analyse. Tout d'abord, nous avons trouvé un point de rencontre dans l'essai de Freud *L'inquiétante étrangeté* datant de 1919. On y examine les forces psychiques qui dans le vécu subjectif de l'individu génèrent un lien *provisoirement* illogique entre réalités intérieure et extérieure. Une accentuation excessive de la réalité psychique, de la réalité intérieure, est à l'origine d'un sentiment *perturbant*, que Freud appelle *Das Unheimliche*, l'« inquiétante étrangeté ».

Puis, nous avons pris en compte le fait que la réception des événements traumatiques collectifs déclenche des formes d'élaboration analogues aux mécanismes d'élaboration individuelle. En dépit d'une documentation historique précise, ces expériences se plient au désir général d'échapper au caractère conflictuel des souvenirs traumatiques. Aussi bien dans les cas psychiques individuels que dans un contexte social ou de groupe, la tentative de se protéger des sentiments douloureux sert à renforcer le besoin fondamental de continuité et de sécurité qui se fonde sur la possibilité de garantir, par le biais du processus d'identification, un sentiment d'appartenance dépourvu de honte et de culpabilité (Mitscherlich-Mitscherlich, 1967). « Le refoulement du passé, l'incapacité à se confronter à sa propre culpabilité est également une incapacité à percevoir le présent de façon réaliste, à aborder les problèmes actuels de manière plus ouverte et libre » (Mitscherlich, 1993, p. 750).

Enfin, nous nous sommes penchés sur des expériences de groupe culturellement spécifiques, dans lesquelles il est possible de reconnaître un fonctionnement collectif de cette « inquiétante étrangeté ». En 1946, dans sa tentative de développer une théorie psychanalytique de l'antisémitisme, Otto Fenichel a interprété la folie projective d'une dangerosité et d'une étrangeté présumées des juifs comme un « cas particulier de l'interprétation de Freud d'un phénomène général de l'inquiétante étrangeté psychologique » (Fenichel, 1946, p. 46).

Ainsi, selon notre hypothèse, les *foibe* représenteraient un cas d'« inquiétante étrangeté » en histoire. Le caractère occulte de la *foiba* a une signification psychologique et symbolique forte : jetées dans ces cavités, les personnes disparaissaient de façon inquiétante, comme si le sous-sol les avait avalées, comme si elles n'avaient jamais existé. Ce qui a permis la mystification des événements a été la manière de se libérer des morts, réunis tous sous le terme général de « *infoibati* ». Cette perception d'une mort anonyme persiste, et cela malgré l'existence de listes de noms des victimes et en dépit d'une élaboration historiographique soignée et de nombreux travaux scientifiques consacrés à ce sujet. L'analyse de documents à disposition se référant à la période 1943-1945 permet de dresser un tableau relativement précis des actes horribles qu'on a accomplis ; cependant, en considérant la terreur des dernières années de guerre, le nombre de victimes recensées est relativement limité par rapport à celui qu'on avait imaginé. Mais ces données ne parviennent pas à corriger la vision

d'une partie importante de l'opinion publique. Eloignée de la réalité historique, cette vision est encore empreinte de la terreur et voit donc dans les *foibe* un événement aux dimensions immenses, unique dans son genre, une sorte de *nettoyage ethnique*, de tentative d'exécuter le *génocide* de la population italienne de cette région par l'armée yougoslave ou par le « slave-communisme », terme par lequel on désigne aujourd'hui le phénomène. Ainsi, les défenseurs de cette thèse renvoient-ils intentionnellement à la comparaison avec la *Shoah*.

De l'analyse des listes de noms résulte que, mis à part quelques civils innocents, la plupart des personnes furent tuées en raison des violences et des abus qu'elles avaient commis au nom du fascisme ou parce qu'elles avaient collaboré avec les envahisseurs allemands ou pratiqué l'espionnage en leur faveur au début de l'insurrection (Scotti, p. 195). Leur condamnation à mort n'était nullement liée au fait qu'elles étaient italiennes. Si d'une part le déni a une fonction de défense univoque qui permet d'éluder le discours sur la responsabilité, d'autre part les « *infoibati* » sont en même temps privés de leur dignité et du droit à ce qu'on se souvienne d'eux en tant qu'individus ayant un nom et une identité.

La « culture de la mémoire » officielle en Italie ne parvenant pas à aborder les *foibe* par leur contexte historique, nous nous sommes interrogés sur les raisons conscientes ou inconscientes de cette incapacité. L'*inquiétante étrangeté* de la *foiba* comme tombeau, son caractère secret (*Heimlichkeit*) et la brutalité avec laquelle on l'utilisait, au cours des *nuits de brouillard*, ont eu une fonction projective et ont favorisé l'élaboration d'une mémoire collective qui renie la réalité : les discordantes et archaïques fantaisies inconscientes relatives à la patrie d'origine, au sein maternel et à l'angoisse de castration et de mort, dont parle Freud, émergent symboliquement de la *foiba*, giron de la Terre qui avale ses victimes.

La tentative de *diaboliser* les événements autour des *foibe* (en exagérant les données relatives aux morts), de les *mystifier* (en occultant l'identité des victimes et des leurs bourreaux) et de les extrapoler de leur contexte historique, en en faisant un fait en soi, révèle les mécanismes de projection qui, aujourd'hui encore, ont la fonction de renier la responsabilité collective. Dans ce phénomène, on observe certains aspects du motif du double de Freud, dont l'*inquiétante étrangeté* est inhérente à la projection de l'étranger intérieur et de l'élément menaçant vers l'extérieur. Nos désirs d'anéantissement ressortent, pour ainsi dire, dans les actions des autres ; par leur diabolisation, on éloigne aussi notre peur de la mort et en même temps on maintient le déni de notre propre responsabilité. En effet, sous la dictature fasciste, dans la Vénétie-Julienne et dans les régions annexées à la fin de la Première guerre mondiale, l'Italie avait cherché à effacer de manière massive les diversités ethniques. Le déni de cette réalité condamne à l'oubli les innombrables victimes de cette politique. En qualifiant de nettoyage ethnique présumé les événements dramatiques relatifs aux *foibe*, on opère un échange de rôles entre victimes et bourreaux, une inconsciente persécution de soi dans l'Autre. Toutefois, l'anonymat des victimes réaffirmé par l'appellatif « *infoibate* » porte les traces d'un autre mécanisme psychique pouvant influencer le vécu de l'*inquiétante étrangeté* : l'ambiguïté. Si d'une part on s'est plaint pendant des décennies du manque d'intérêt montré, dans le débat public, pour la question des *infoibati*, dont on n'a pas dignement honoré la mémoire, le maintien de leur anonymat permet d'autre part à la postérité de se soustraire à l'élaboration du deuil et à la confrontation véritable à sa propre responsabilité. José Bleger a souligné que ce sentiment d'*inquiétante étrangeté* est toujours lié à des phénomènes douteux, incertains qu'il attribue non tant à l'ambivalence, mais plutôt à l'ambiguïté, c'est-à-dire à

l'incapacité discriminatoire du Moi (Bleger, 1967). Du point de vue psychique, cela comporte une régression à un stade primitif de l'évolution qui consent à l'individu de ne pas se compromettre et de se soustraire à toute responsabilité. Il s'agit d'un phénomène qui, dans le rapport public avec le drame des *foibe*, persiste aujourd'hui encore et transforme ce drame en un « passé incompréhensible qui n'a pas de fin » (Laub, 2003, p. 946).

Les messages symbolico-politiques sous-entendus

Dès l'après-guerre, à Trieste et dans la zone de frontière avec la Slovénie, les rapports entre les deux peuples, aussi bien de la Slovénie que de la Vénétie-Julienne, ont été, non sans peine, normalisés, de même que les rapports entre Istriens et Triestins, entre communistes favorables ou s'opposant à Tito. Il a été long et difficile de surmonter ces conflits, mais, depuis quarante ans au moins, à Trieste, on peut vivre ensemble pacifiquement. À présent que la situation a décanté et que les personnes ont pris leurs distances par rapport à ces faits, on pourrait être en mesure d'en approfondir l'analyse et d'élaborer une mémoire « partageable »; mais voici que la classe politique italienne relance la question, en parlant de « pacification » ou de « réconciliation », comme si cela ne s'était pas déjà réalisé.

En réalité, cette opération n'a pas pour but la « pacification » et/ou « la réconciliation », elle se propose plutôt d'empêcher une fois pour toutes que le privilège de l'impunité soit démantelé. En effet, la « nouvelle pacification » et la « nouvelle réconciliation » font partie du projet révisionniste conçu afin de minimiser les responsabilités fascistes. L'exclusion des nazi-fascistes de la scène politique italienne était due à leur conduite criminelle et c'est justement cette conduite criminelle qui est l'objet d'un acquittement. « Pacification » signifie donc réhabilitation et récupération d'anciens privilèges.

En 2000, à l'occasion du Jubilé, le pape Jean-Paul II, dans l'*Incarnationis misterium* et dans sa lettre apostolique *Tertio Millennio* invitait les fidèles à reconnaître les fautes du passé, les fautes des chrétiens et des catholiques. Ces écrits et son voyage en Israël où, devant le mémorial de la Shoah, il a rendu hommage aux victimes, ont fait penser aux journalistes et à nombre de croyants et non croyants que le pape « demandait pardon aux Juifs ». Personne n'a démenti cette hypothèse qui s'est répandue. En réalité, Jean-Paul II a demandé pardon à Dieu et non aux Juifs. D'ailleurs, dans l'étude *Mémoire et réconciliation : l'Église et les fautes du passé*, la Commission théologique internationale présidée par le cardinal Ratzinger (le pape actuel) explique ce que signifie cette requête de pardon. « L'Église se reconnaît sainte par ses saints ..., mais elle s'avoue également pécheresse, non en tant que sujet du péché, mais puisqu'elle assume par solidarité *maternelle* (c'est nous qui soulignons) le poids des fautes de ses fils » (Levi Della Torre, 2000, p.66-75). En d'autres termes, en tant qu'institution l'Église est sainte par ses saints, sans péché, donc sans tache dans sa relation à Dieu. Elle a même du crédit auprès de Dieu et elle peut lui demander pardon par ses saints, par ses martyrs, par le célibat que le clergé lui offre. Seuls ses enfants sont des pécheurs et l'institution, telle une *mère*, obtient pour eux la clémence divine. Dieu leur octroie son pardon sans trop enquêter, sans les punir, sans attendre ou vérifier leur repentir, et surtout sans distinguer les vrais coupables des simples catholiques, pratiquants ou pas. De même que la faute, le pardon aussi est partagé entre tous, ce qui est une garantie de complicité.

L'Église, affirme le cardinal Ratzinger, « prend réellement sur elle les péchés de ceux qu'elle-

même *a engendré* (c'est nous qui soulignons) par le baptême, de la même manière que le Christ a pris sur lui le péché du monde ». Enfin, pour obtenir le pardon de toute sorte de crimes, il suffit d'appartenir à la communauté des fidèles chrétiens, il suffit d'être les fils d'Église, de se faire accepter d'une manière ou d'une autre par cette *mère* charitable que Dieu écoute, qui engendre et régénère. Toute l'opération qui se présentait comme une admission de responsabilité se révèle au contraire comme un acte d'absolution des responsables. D'après l'interprétation du cardinal Ratzinger, l'Église est une mère qui utilise les mérites de ses meilleurs enfants pour pardonner à ses enfants méchants et donc, de fait, pour rendre les gentils complices des méchants. C'est ainsi que non seulement on parvient à établir l'impunité des coupables et la complicité des innocents, mais aussi à faire naître une rancune inconsciente à l'égard des victimes, instruments d'un profond chantage moral de la part de celui qui, sans être un antisémite, participe d'une culture anthropologiquement chrétienne. Depuis 2000 ans (dans les 400 dernières années de façon encore plus marquée), l'Église s'identifie à la Mère, et aujourd'hui encore elle prétend avoir l'hégémonie sur le maternel, imitant le pouvoir absolu et dominant des mères dans la relation toute-puissante qu'elles établissent avec l'enfant *hilflos*. La charité et la miséricorde sont les formes féminines mariales de pouvoir absolu : elles se réfèrent à l'expérience élémentaire de la dépendance absolue de la mère, avant toute loi positive, au moment où nous sommes tous des *sans papiers*. Le fait de pardonner par le bais du féminin maternel, sans que les femmes n'obtiennent aucune reconnaissance de leur capacité de définition des symboles, mais en faisant, comme le fait l'Église catholique au service du pouvoir politique, de ce féminin maternel le lieu *purement naturel* des lois divines, sert seulement à gommer les formes d'appartenance et les droits positifs qui passent par les pères ne jouissant pas des privilèges anthropologico-culturels-religieux chrétiens.

En réalité, le repentir du Jubilé ne concernait pas les Juifs, mais le retour sur la scène politique des post-fascistes (y compris d'un nombre important d'hommes de la République de Salò). Il s'agissait de leur donner une nouvelle légitimité pour les rendre aptes à exercer de nouveau le pouvoir. La demande de pardon à Dieu par l'Église et la « pacification » de la région julienne avaient cet objectif. La fonction sacralisant du pardon jubilaire a rendu à la droite post-fasciste l'autorité qu'elle avait perdue, ce qui a provoqué un déplacement fondamentaliste vers le sacré de l'ensemble du cadre politique. De fait, une hiérarchie s'est créée entre ceux qui ont l'assurance du pardon papal, à savoir les post-fascistes, et ceux qui ne l'ont pas, à savoir les post-communistes. Une telle disparité d'autorité a engagé toutes les forces politiques non post-fascistes dans une course incontrôlée dans le giron de la papauté afin d'obtenir des investitures charismatiques et l'absolution des fautes passées, présentes et futures. L'exclusion des femmes de toute forme de définition des symboles religieux que ce pouvoir (un pouvoir absolu, incompatible avec la démocratie) décrète, alors qu'elles sont des citoyennes italiennes à part entière et qu'elles interviennent à constituer le symbolique juridique et politique, devrait alerter. Incapables de reconnaître dans les femmes les responsables légitimes du pouvoir maternel, les forces politiques dans leur ensemble tendent à l'exercer de nouveau pour leur propre compte. En effet, les femmes sont à nouveau et toujours perçues comme inaptées à exercer le pouvoir seules, puisqu'on les assimile de manière projective aux impuissants de toute époque, aux besogneux, aux prolétaires, aux *sans papiers*, tous des *Hilflos* dans la forme primaire de dépendance.

Nous pensons qu'un travail d'élaboration des symboles s'impose. La sécularisation a produit des formes morales hybrides qui se veulent nouvelles et laïques, mais qui sont anthropologiquement – et de manière inconsciente – chrétiennes (Löwith, 1949). Nos efforts ont convergé en direction de l'approfondissement d'outils d'élaboration et d'interprétation, d'où l'usage croisé de catégories analytiques, historiques et philosophiques.

Bibliographie:

- BLEGER, José, 1992 (I ed. 1967), *Simbiosi e ambiguità*, Loreto, Libreria Lauretana.
- CERNIGOI, Claudia, 2005, *Operazione « foibe » fra storia e mito*, Udine, Kappa Vu.
- FENICHEL, Otto, 1993, *Elemente einer psychoanalytischen Theorie des Antisemitismus*, in SIMMEL, Ernst (dir.), *Antisemitismus*, Frankfurt, Fischer Taschenbuch.
- GIRARDI, Marco, 2006, *Sopravvissuti e Dimenticati*, Milano, Edizioni Paoline.
- HORKHEIMER, Max, 1932, *Geschichte und Psychologie*, in *Gesammelte Schriften*, III, Frankfurt, Fisher.
- LAUB, Dori, 2003, « Kann die Psychoanalyse dazu beitragen, den Völkermord historisch besser zu verstehen ? », *Psyche*, LVII.
- LEVI DELLA TORRE, Stefano, 2000, *Errare e perseverare. Ambiguità di un giubileo*, Roma, Donzelli.
- LÖWITH, Karl, 1949, *Meaning in History: The Theological Implications of the Philosophy of History*, Chicago, University of Chicago Press.
- MITSCHERLICH, Alexander et MITSCHERLICH Margarete, 1967, *Die Unfähigkeit zu trauen. Grundlagen kollektiven Verhaltens*, München, Piper.
- MITSCHERLICH, Margarete, 1993, « Was können wir aus der Vergangenheit lernen ? », *Psyche*, XLVII.
- PUPO, Raul et SPAZZALI, Roberto, 2003, *Foibe*, Milano, Bruno Mondadori.
- SCOTTI, Giacomo, 2005, *Dossier Foibe*, San Cesario di Lecce, Piero Manni.

Publié sur le site de l'Atelier international de recherche sur les usages publics du passé le 30 septembre 2010.